
RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

—
AU 30 JUIN 2015

www.gfi.fr

Rapport Semestriel d'activité au 30 juin 2015

Événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice

Financement

NOTIFICATION DU REMBOURSEMENT ANTICIPE DE L'OCEANE DE 49 MILLIONS D'EUROS

Le Groupe a annoncé, le 24 juin 2015, le remboursement anticipé des OCEANE.

A l'issue du processus de remboursement anticipé, le 27 juillet 2015, un total de 10 072 350 OCEANE a été présenté à la conversion (soit 99,98% des OCEANE en circulation).

Gfi Informatique a ainsi procédé :

- à l'émission de 10 898 283 actions (sur la base d'un taux de conversion de 1,082 action par OCEANE);
- au remboursement en numéraire des 2 067 OCEANE non présentées à la conversion pour un montant de 10 557,57 euros (soit au prix de 5,10768 euros par OCEANE).

A l'issue du processus de remboursement anticipé, le nombre total d'actions Gfi Informatique en circulation s'élève à 65 937 477 actions, réparties de la manière suivante :

	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote théoriques
Itefin Participations	17 069 533	25,89 %	25,89 %
Infodin Participations	10 416 431	15,80 %	15,80 %
Boussard & Gavaudan	25 434 221	38,57 %	38,57 %
Concert	52 920 185	80,26 %	80,26 %
Autres	13 017 292	19,74 %	19,74 %
Total	65 937 477	100,00%	100,00%

Acquisition

ORDIROPE : UN ÉDITEUR DES ERP « MÉTIER » LEADER DANS LE SECTEUR DE LA GRANDE DISTRIBUTION

Gfi Informatique a acquis de 100% du capital et des droits de vote du groupe Ordirope, éditeur et intégrateur de solutions pour les industriels et les négociants de la grande distribution et des réseaux spécialisés. Avec une couverture fonctionnelle globale, une réactivité forte et une spécialisation métier très développée, l'éditeur est devenu incontournable pour une clientèle d'industriels et de distributeurs exigeants.

Le produit phare du groupe, l'ERP Minos, compte dans sa base installée des clients aussi variés que prestigieux, parmi lesquels Sarbec Cosmetics, Desamais, Point P, Deltaplus, Legrand, Lustucru et Grosfillex.

Ordirope réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 10 millions d'euros, principalement en France et devrait dégager une profitabilité en ligne avec les autres activités logicielles de Gfi Informatique. L'effectif compte un peu plus de 100 personnes, dont près de 25% en R&D.

Ordirope est consolidé dans les comptes du Groupe à partir du 1^{er} juin 2015.

L'acquisition d'Ordirope illustre une nouvelle fois la stratégie de Gfi Informatique visant, à travers le programme IP 20, à doubler la part des solutions logicielles dans son chiffre d'affaires à moyen terme, pour la porter à plus de 200 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Comme pour ITN, éditeur d'ERP pour le secteur de l'Assurance, acquis l'an dernier, le Groupe mise sur la construction d'une proposition globale sur chacun de ses quatre verticaux stratégiques (Assurance-Finance-Gestion d'actifs / Secteur Public / Santé-social et Distribution & Services) en partant de fortes compétences métiers.

Ainsi, autour de l'expertise unique détenue par les effectifs d'Ordirope, le Groupe entend compléter la chaîne de valeur en déployant, auprès des comptes du secteur des Produits de Grande Consommation (PGC) et de la Distribution, ses offres de services reconnues et compétitives (Conseil, Intégration, TMA...) ainsi que ses offres de rupture (Digital / Big-Data / Cloud-Outsourcing).

Gfi Informatique compte également accélérer le développement d'Ordirope à l'international en commençant, dans un premier temps, par la valorisation de son offre métier sur les pays historiques du Groupe (BeLux, Espagne, Portugal, Suisse et Afrique). Ordirope accompagne déjà ses comptes clés dans le déploiement de son ERP hors de France.

Activité au premier semestre 2015

Le chiffre d'affaires du Groupe pour le 1^{er} semestre 2015 s'établit à 437,0 millions d'euros, en croissance de +13,0% à données publiées par rapport à la même période de l'exercice précédent. La croissance organique s'élève à +6,5%.

Sur le deuxième trimestre, le chiffre d'affaires du Groupe a augmenté de +14,6% dont +8,2% en organique.

La marge opérationnelle du Groupe, à 20,8 millions d'euros progresse de +7%.

EN FRANCE : ROBUSTE CROISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET BON NIVEAU DE MARGE OPERATIONNELLE

Le chiffre d'affaires de la France s'est élevé à 373,8 millions d'euros contre 330,6 millions d'euros au 30 juin 2014, soit une croissance de +13,1% à données publiées et de +5,9% en organique. Sur le deuxième trimestre, la croissance s'est accélérée pour atteindre +14,6% dont +7,5% en organique.

L'activité commerciale sur le trimestre a été très intense et, au 30 juin, le pipe et le pipe pondéré sont supérieurs à l'an dernier de respectivement +88% et +63%. Le book to bill glissant s'établit à 1,13 avec un carnet de commande en croissance de 25% par rapport à l'an dernier.

Surtout, le Groupe a connu des succès commerciaux majeurs avec notamment la signature du contrat d'infogérance globale du CNES, un contrat sur 6 années à compter du 2^e semestre 2015, qui marque la transformation du Groupe et démontre sa capacité à gagner des opérations complexes et de taille significative. En janvier 2015, un partenariat stratégique avec Alcatel-Lucent a été signé aboutissant à la sous-traitance à Gfi Informatique de services d'intégration et de support de solutions spécialisés dans les télécoms. L'effectif dédié à cette activité est d'environ une centaine de personnes.

La marge opérationnelle, à 18,5 millions d'euros soit 4,9% contre 18,4 millions d'euros soit 5,6% au premier semestre de l'an dernier est au niveau attendu par le Groupe. En effet, lors de la publication des ventes du premier semestre, le Groupe a indiqué que la saisonnalité entre le premier semestre et le second serait plus marquée que l'an dernier. Pour l'essentiel, ce phénomène tient aux marchés du Service Public qui subissent traditionnellement un ralentissement ponctuel dans les périodes électorales, marchés qui devraient reprendre au second semestre.

Le TACE et le TJM sont légèrement supérieurs à ceux de juin 2014, illustrant ainsi la bonne tenue de l'ensemble des activités en France. Sur le premier semestre, le Groupe a continué d'investir dans les différents segments qui porteront la rentabilité future, notamment dans le programme IP 20 – programme qui vise à doubler le chiffre d'affaires dans les logiciels à moyen terme - et l'outsourcing.

À L'INTERNATIONAL : AMELIORATION DE LA PROFITABILITE SUR FOND DE CROISSANCE ORGANIQUE RETROUVEE

L'international progresse : il a représenté 14,5% des ventes et 11,0% de la marge opérationnelle en 2015 contre respectivement 14,5% et 5,5% au premier semestre de l'an dernier. L'international a connu une croissance organique de +10,0% (dont +12,3% au second trimestre) contre une croissance organique au 30 juin 2014 de +2,7%.

Péninsule ibérique (Espagne et Portugal) :

Le chiffre d'affaires, à 47,2 millions d'euros contre 39,9 millions d'euros, est en croissance organique de +16,5%, tandis que la marge opérationnelle à 4,4% marque une forte progression comparée à l'an dernier, où la marge opérationnelle était proche de zéro, principalement grâce aux résultats en Espagne.

Europe du Nord (Belux et Suisse) :

Avec 12,3 millions d'euros au 1er semestre 2015 contre 13,7 millions d'euros l'an dernier au 30 juin, l'activité a connu une décroissance organique (-10,6%). Le Groupe s'attend néanmoins à un second semestre en forte amélioration, du même ordre que celui de l'an dernier.

RESULTAT OPERATIONNEL +33% - RESULTAT NET +167%

Le résultat opérationnel à 12,8 millions d'euros contre 9,6 millions d'euros l'an dernier progresse de +33%. Ceci tient pour l'essentiel aux autres produits et charges opérationnels qui s'élèvent à -8,0 millions d'euros contre -9,8 millions d'euros l'an dernier. Les charges de restructurations sont en baisse de 1,0 million d'euros et le Groupe qui engage la majorité de ces coûts dès le premier semestre prévoit, à périmètre constant, à une réduction de ces coûts sur l'ensemble de l'exercice.

Le résultat net à 2,9 millions d'euros, contre 1,1 million d'euros, progresse de +167%, soit un résultat par action de 5 centimes contre 2 centimes l'an dernier.

Structure financière : maîtrise du BFR et gearing de 16%

UN GEARING DE 16% SUITE A LA CONVERSION DE L'OCEANE – DES FONDS PROPRES RENFORCES

Conformément à l'annonce du 24 juin 2015, la société a procédé le 27 juillet 2015 au remboursement anticipé des OCEANE en circulation émises le 30 juin 2011 et à échéance au 1^{er} janvier 2017.

Un total de 10 072 350 OCEANE a été présenté à la conversion (soit 99,98% des OCEANE en circulation). A l'issue de l'opération, le concert constitué d'Itefin Participations¹, Infofin Participations² et Boussard et Gavaudan détient 80,3% du capital. Les fonds propres s'élèvent, retraités de cette opération, à 258 millions d'euros et le gearing se réduit à 16% donnant au Groupe des capacités renouvelées d'endettement pour mener sa stratégie de croissance externe.

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT EN HAUSSE DE 28% - MAITRISE DU BFR

La capacité d'autofinancement s'établit à 20,3 millions d'euros contre 15,9 millions d'euros au 30 juin 2014 soit une progression de +28%. La consommation de BFR semestrielle, compte tenu de l'évolution de l'activité, est maîtrisée : elle s'élève à 17,8 millions d'euros, contre 16,8 millions d'euros au 30 juin 2014, croissance faible compte tenu de l'évolution du chiffre d'affaires..

Lors du lancement de l'opération de remboursement anticipé de l'OCEANE, le Groupe a souscrit un financement temporaire d'un montant maximum de 72 millions d'euros (bridge de 6 mois) pour refinancer d'une part son crédit syndiqué dont le solde s'élevait à 22 millions d'euros et d'autre part, l'éventuel remboursement en cash des OCEANE pour 50 millions d'euros. Compte tenu de la conversion de la quasi-totalité des OCEANE, la société a renoncé le 27 juillet à l'utilisation des 50 millions d'euros dédiés au

1 Itefin Participations est détenue par le FCPR APAX Apax France VII, Altamir Amboise et Auteuil Conseil

2 Infofin Participations est détenue le FCPR APAX Apax France VII, Altamir Amboise

remboursement de l'Océane et négocie un nouveau programme de financement permettant d'accroître significativement les ressources du Groupe, pour financer son plan d'expansion 2015-2018.

Effectifs

À fin juin 2015, les effectifs du Groupe s'élèvent à 11 406 personnes, contre 10 620 personnes à fin juin 2014.

Perspectives

À conjoncture équivalente, le Groupe considère que le second semestre devrait confirmer la croissance enregistrée au premier semestre. Comme indiqué précédemment, la saisonnalité sera plus marquée en 2015 du fait du décalage observé sur les marchés publics et aussi du fait que le second semestre comporte une journée travaillée de plus que l'an dernier. Sur l'exercice, le Groupe confirme donc s'attendre à une amélioration de sa profitabilité.

Par ailleurs, le Groupe qui dispose de capacités financières renforcées poursuivra activement sa stratégie de croissance externe.

Description des principaux risques et des principales incertitudes pour le second semestre 2015

Bien que le chiffre d'affaires de Gfi Informatique soit, pour une large part, protégé par des contrats cadres et des contrats pluriannuels et que les principaux clients n'aient pas communiqué de signaux très négatifs, le Groupe reste très attentif à l'évolution de l'environnement économique et financier et suit de très près l'évolution de la situation.

Pour être complet, il convient de rappeler que dans son document de référence, le Groupe Gfi Informatique indique à propos des facteurs de risques liés aux écarts d'acquisition que :

« La valeur des écarts d'acquisition est soumise au risque de dépréciation en cas de dégradation de l'activité concernée et/ou d'évolution défavorable de ses perspectives à long terme et/ou de paramètres externes (hausse des taux d'intérêt, crise économique).

Dans le cas des activités poursuivies, l'évaluation de la valeur de ces actifs est effectuée périodiquement sur la base de la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée entre la juste valeur nette des frais de cession et la valeur d'utilité. Les modalités d'évaluation de la valeur d'utilité sont sensibles aux éventuelles évolutions des caractéristiques du modèle économique sous-jacent.

Le risque de dépréciation des écarts d'acquisition peut également survenir dans le cadre d'une stratégie de désengagement, lorsque la cession d'une activité est envisagée. Dans ce contexte particulier, l'évaluation de la valeur des écarts d'acquisition est alors effectuée sur la base du prix de cession estimé, net des coûts relatifs à la cession, qui peut être inférieur à la valeur comptable de l'activité ».

A ce jour, la Société estime que les facteurs de risques décrits dans son document de référence déposé le 8 avril 2015 sous le n°D.15-0301 n'ont pas évolué de manière significative depuis sa date de dépôt.

Informations relatives aux parties liées

Cf. § Conversion de l'Océane ci-avant.

Événements postérieurs à la clôture

Cf. § Conversion de l'Océane ci-avant.

Comptes Semestriels Consolidés condensés

—

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

► État du résultat global consolidé

Résultat

(en milliers d'euros)		30.06.15	30.06.14 retraité ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	<i>note 3</i>	436 979	386 751
Charges de personnel	<i>note 4</i>	(322 113)	(287 136)
Achats et charges externes		(80 913)	(69 452)
Impôts, taxes et versements assimilés		(8 091)	(6 883)
Dotations aux amortissements (hors actifs incorporels affectés)		(4 839)	(3 892)
Autres produits et charges opérationnels courants		(261)	73
MARGE OPERATIONNELLE		20 762	19 461
Marge opérationnelle en %		4,8%	5,0%
Dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés		(843)	(942)
Restructurations	<i>note 5</i>	(4 771)	(5 760)
Résultat des cessions et liquidations	<i>note 5</i>	-	(40)
Dépréciation des écarts d'acquisition	<i>note 8</i>	-	-
Autres produits et charges opérationnels	<i>note 5</i>	(2 362)	(3 092)
RESULTAT OPERATIONNEL		12 786	9 627
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		35	47
Coût de l'endettement financier brut		(3 309)	(3 095)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	<i>note 6</i>	(3 274)	(3 048)
Autres produits et charges financiers	<i>note 6</i>	(163)	(692)
Impôts sur les résultats	<i>note 7</i>	(6 444)	(4 800)
Résultat des sociétés intégrées par mise en équivalence		-	-
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES		2 905	1 087
Résultat des activités abandonnées		-	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		2 905	1 087
dont part du Groupe		2 905	1 087
dont part ne donnant pas le contrôle		-	-
<i>Résultat de base par action (en euros)</i>	<i>note 9</i>	<i>0,05</i>	<i>0,02</i>
<i>Résultat dilué par action (en euros)</i>	<i>note 9</i>	<i>0,05</i>	<i>0,02</i>

Autres éléments du résultat global

(en milliers d'euros)		30.06.15	30.06.14 retraité ⁽¹⁾
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		2 905	1 087
Éléments recyclables en résultat net			
Différences de conversion enregistrées en capitaux propres		228	(130)
Variation de valeur des instruments de couverture		-	(19)
Autres éléments du résultat global			
Variation des écarts actuariels		-	-
Impôt différés sur la variation des écarts actuariels		-	-
Résultat global reconnu en capitaux propres		228	(149)
RESULTAT GLOBAL		3 133	938
dont part du Groupe		3 133	938
dont part ne donnant pas le contrôle		-	-

(1) Période du 1^{er} semestre 2014 retraitée compte tenu de la 1^{ère} application de la norme IFRIC 21.

► Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	30.06.15	30.06.14 retraité (1)
Résultat net de l'ensemble consolidé avant résultat des activités abandonnées	2 905	1 087
Dotations nettes aux amortissements et provisions et autres éléments du résultat sans impact en trésorerie	7 528	6 496
Gains et pertes liés aux variations de juste valeur	1 384	1 109
Plus ou moins-values nettes de cessions d'actifs	39	123
Profits et pertes de dilution	-	-
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	11 856	8 815
Coût de l'endettement financier net (retraité des variations de juste valeur)	2 020	2 309
Coût des sw ap	7	4
Charge d'impôt	6 444	4 800
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	20 327	15 928
Impôt versé	(5 992)	(5 424)
- Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité <i>note 10</i>	(17 793)	(16 818)
I- FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	(3 458)	(6 314)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	(5 583)	(3 509)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	(4 057)	(2 604)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	260	1 184
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	558	(201)
+/- Incidences des variations de périmètre <i>note 2</i>	(4 097)	(14 608)
+/- Variations des prêts et avances consenties	(488)	(755)
II- FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(13 407)	(20 493)
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		
• Versées par les actionnaires de la société mère	164	-
• Versées par les minoritaires des sociétés intégrées	-	-
+/- Rachats et reventes d'actions propres	(595)	(1 471)
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice		
• Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-
• Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-
+ Variation des capitaux propres liée à l'enregistrement de l'Océane	-	-
+ Souscription d'emprunts <i>note 6</i>	21 424	17 776
- Remboursements d'emprunts <i>note 6</i>	(21 626)	(4 824)
+/- Variation du tirage sur créances facturées	1 194	18 868
- Intérêts financiers versés	(789)	(987)
- Coût des sw ap	(7)	(4)
III- FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(235)	29 358
+/- Incidence des variations de cours des devises	16	(2)
VARIATION DE TRESORERIE	(17 084)	2 549

(1) Période 1^{er} semestre 2014 retraitée compte tenu de la 1^{ère} application de la norme IFRIC 21

La variation de trésorerie nette ainsi que l'endettement net du Groupe se détaillent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31.12.14	reclass	variation	30.06.15
Valeurs mobilières de placement	24 536	-	(14 218)	10 318
Disponibilités	11 321	-	(3 339)	7 982
Concours bancaires courants	(6 831)	-	473	(6 358)
Trésorerie nette	29 026	-	(17 084)	11 942
Endettement, part à long terme	(82 359)	47 967	9 652	(24 740)
Endettement, part à court terme (hors concours bancaires)	(14 363)	-	(14 718)	(29 081)
Endettement financier brut	(96 722)	47 967	(5 066)	(53 821)
Emprunt obligataire en attente de conversion	-	(47 967)	-	(47 967)
Endettement financier net	(67 696)	-	(22 150)	(89 846)

► Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Réserves groupe	Titres de l'entreprise consolidante	Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	Réserve de conversion	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
Situation au 31 12 2013	108 901	36 259	57 873	(1 733)	1 230	96	202 626	(1 788)	200 838
Impact 1ere application IFRIC 21	-	-	788	-	-	-	788	-	788
Situation au 31 12 2013 retraitée ⁽¹⁾	108 901	36 259	58 661	(1 733)	1 230	96	203 414	(1 788)	201 626
Résultat 1er semestre 2014 retraité ⁽¹⁾	-	-	1 087	-	-	-	1 087	-	1 087
Résultat reconnu en capitaux propres	-	-	-	-	(19)	(130)	(149)	-	(149)
Résultat global 1er semestre 2014 retraité ⁽¹⁾	-	-	1 087	-	(19)	(130)	938	-	938
Dividendes versés	-	-	(5 438)	-	-	-	(5 438)	-	(5 438)
Titres de l'entreprise consolidante	-	-	(2 751)	1 287	-	-	(1 464)	-	(1 464)
Valorisation des paiements en actions	-	-	-	-	630	-	630	-	630
Variations de périmètre ⁽²⁾	-	-	(2 403)	-	-	-	(2 403)	1 788	(615)
Variation de la réserve de conversion	-	-	-	-	-	160	160	-	160
Situation au 30 06 2014 retraitée ⁽¹⁾	108 901	36 259	49 156	(446)	1 841	126	195 837	-	195 837
Résultat 2nd semestre 2014 retraité ⁽¹⁾	-	-	18 946	-	-	-	18 946	-	18 946
Résultat reconnu en capitaux propres	-	-	-	-	(2 377)	(144)	(2 521)	-	(2 521)
Résultat global 2nd semestre 2014 retraité ⁽¹⁾	-	-	18 946	-	(2 377)	(144)	16 425	-	16 425
Titres de l'entreprise consolidante	-	-	(195)	(1 084)	-	-	(1 279)	-	(1 279)
Valorisation des paiements en actions	-	-	-	-	587	-	587	-	587
Autres	-	(19)	-	-	-	-	(19)	-	(19)
Variation de la réserve de conversion	-	-	-	-	-	284	284	-	284
Situation au 31 12 2014 retraitée ⁽¹⁾	108 901	36 240	67 907	(1 530)	51	266	211 835	-	211 835
Résultat 1er semestre 2015	-	-	2 905	-	-	-	2 905	-	2 905
Résultat reconnu en capitaux propres	-	-	-	-	-	228	228	-	228
Résultat global 1er semestre 2015	-	-	2 905	-	-	228	3 133	-	3 133
Dividendes versés	-	-	(5 433)	-	-	-	(5 433)	-	(5 433)
Titres de l'entreprise consolidante	-	-	(1 351)	796	-	-	(555)	-	(555)
Valorisation des paiements en actions	-	-	-	-	214	-	214	-	214
Augmentation de capital	1 262	(1 138)	-	-	-	-	124	1	125
Variations de périmètre ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	259	259
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de la réserve de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Situation au 30 06 2015	110 163	35 102	64 028	(734)	265	494	209 318	260	209 578

(1) Situation retraitée de la 1^{ère} application de la norme IFRIC 21

(2) Les variations de périmètre en 2014 concernent principalement la prise de participation des filiales du Groupe Cognitis, celles de 2015 concernent les sociétés Somafor.

► État de la situation financière consolidée

(en milliers d'euros)		30.06.15	31.12.14 retraité ⁽¹⁾	31.12.14
Ecarts d'acquisition	<i>note 8</i>	226 495	218 266	218 283
Autres immobilisations incorporelles	<i>note 8</i>	45 208	42 238	42 238
Immobilisations corporelles	<i>note 8</i>	12 465	9 310	9 310
Actifs financiers non courants		7 780	8 513	8 513
Impôts différés actifs	<i>note 7</i>	7 712	7 690	8 032
Autres actifs non courants		25 652	23 295	23 295
ACTIFS NON COURANTS		325 312	309 312	309 671
Stocks de marchandises		1 060	727	727
Clients et comptes rattachés	<i>note 3</i>	313 216	284 984	284 984
Autres créances		25 523	23 213	23 213
Charges constatées d'avance		13 017	10 618	10 618
Trésorerie et équivalents de trésorerie		18 300	35 857	35 857
ACTIFS COURANTS		371 116	355 399	355 399
TOTAL ACTIF		696 428	664 711	665 070
Capital		110 163	108 901	108 901
Primes		35 102	36 240	36 240
Réserves consolidées		64 028	67 907	67 071
Autres		(469)	(1 479)	(1 479)
Réserves de conversion		494	266	266
CAPITAUX PROPRES, Part du groupe		209 318	211 835	210 999
Part ne donnant pas le contrôle		260	-	-
CAPITAUX PROPRES	<i>note 9</i>	209 578	211 835	210 999
Endettement, part à long terme	<i>note 6</i>	24 740	82 359	82 359
Impôts différés passifs	<i>note 7</i>	2 657	2 287	2 178
Provisions non courantes	<i>note 10</i>	32 238	30 948	30 948
Autres passifs financiers non courants	<i>note 2</i>	4 082	4 622	4 622
PASSIFS NON COURANTS		63 717	120 216	120 107
Provisions courantes	<i>note 10</i>	8 895	8 569	8 569
Emprunt obligataire en attente de conversion	<i>note 6</i>	47 967	-	-
Endettement, part à court terme	<i>note 6</i>	35 439	21 194	21 194
Passifs financiers courants	<i>note 6</i>	12	12	12
Autres passifs financiers courants	<i>note 2</i>	5 141	2 849	2 849
Fournisseurs		56 984	51 190	51 190
Dettes fiscales et sociales		199 346	188 534	189 838
Autres passifs courants		18 562	13 704	13 704
Produits constatés d'avance		50 787	46 608	46 608
PASSIFS COURANTS		423 133	332 660	333 964
TOTAL PASSIF		696 428	664 711	665 070

(1) Situation retraitée de l'application de la norme IFRIC 21

Dans le contexte particulier de la conversion de l'OCEANE en juillet 2015, les capitaux propres après conversion sont présentés ci-dessous (Cf. Note 6).

(en milliers d'euros)		30.06.15 retraité ⁽²⁾	31.12.14 retraité ⁽¹⁾	31.12.14
CAPITAUX PROPRES	<i>note 6</i>	258 285	211 835	210 999

(1) Situation retraitée de l'application de la norme IFRIC 21

(2) Situation retraitée de la conversion de l'OCEANE (Cf. Note 6)

Note 1. Principes et méthodes comptables

Gfi Informatique S.A. est la société mère d'un Groupe international de services en technologies de l'information.

Acteur européen de référence des services informatiques à valeur ajoutée et des logiciels, Gfi Informatique occupe un positionnement stratégique différenciant entre les opérateurs de taille mondiale et les acteurs de niche. Avec son profil de multi-spécialiste, le Groupe met au service de ses clients une combinaison unique de proximité, d'organisation sectorielle et de solutions de qualité industrielle.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2015 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 30 juillet 2015.

REFERENTIEL APPLIQUE

Les comptes consolidés du Groupe Gfi Informatique sont établis selon les normes comptables internationales IAS/ IFRS applicables au 30 juin 2015 telles qu'approuvées par l'Union Européenne. Le référentiel des normes comptables internationales IAS/IFRS est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Pour les textes ayant une incidence sur les comptes consolidés du Groupe Gfi Informatique, il n'y a pas de divergences entre le référentiel approuvé par l'Union Européenne et les normes et interprétations publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2015 sont établis conformément à la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les états financiers du 31 décembre 2014.

Le Groupe a appliqué pour la première fois la norme IFRIC 21 : Taxes ; les impacts de cette norme sont détaillés ci-après.

L'impact de l'adoption des autres nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes existantes sur les états financiers du Groupe reste limité :

Améliorations annuelles des IFRS (cycle 2011-2013) :

- IFRS 3 : Exclusion du champ d'application des partenariats ;
- IFRS 13 : champ d'application du paragraphe 52 (exception « portefeuille »).

Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer de manière anticipée les normes suivantes :

Améliorations annuelles des IFRS (Cycle 2010-2012) :

- IFRS 2 – Paiements fondés sur des actions ;
- IFRS 3 – Paiements conditionnels ;
- IAS 24 – Parties liées – Principaux dirigeants ;
- IFRS 8 – Secteurs opérationnels ;
- IAS 16 et IAS 38 – Réévaluation ;
- IFRS 13 – Bases de conclusions ;
- Avantages au personnel : contributions des salariés, Amendements à IAS 19.

Le processus interne de détermination des impacts potentiels de ces normes et interprétations sur les comptes consolidés du Groupe est en cours.

Les autres règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2014.

BASE DE PREPARATION

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables et hypothèses déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés concernent notamment l'évaluation des engagements en matière de retraite, les tests de dépréciation sur les écarts d'acquisition et les provisions pour risques et charges. Dans le cadre d'un arrêté semestriel, les provisions pour primes annuelles, le CICE et la charge d'impôt constituent également des estimations significatives.

1ERE APPLICATION DE LA NORME IFRIC 21, TABLEAUX DE PASSAGE

État de la situation financière consolidée

(en milliers d'euros)	31.12.14 publié	Impacts IFRIC 21	31.12.14 retraité
Ecarts d'acquisition	218 283	17	218 266
Autres immobilisations incorporelles	42 238	-	42 238
Immobilisations corporelles	9 310	-	9 310
Actifs financiers non courants	8 513	-	8 513
Impôts différés actifs	8 032	342	7 690
Autres actifs non courants	23 295	-	23 295
ACTIFS NON COURANTS	309 671	(359)	309 312
ACTIFS COURANTS	355 399	-	355 399
TOTAL ACTIF	665 070	(359)	664 711
Capital	108 901	-	108 901
Primes	36 240	-	36 240
Réserves consolidées	67 071	(836)	67 907
Autres	(1 479)	-	(1 479)
Réserves de conversion	266	-	266
CAPITAUX PROPRES, Part du groupe	210 999	-	211 835
Part ne donnant pas le contrôle	-	-	-
CAPITAUX PROPRES	210 999	836	211 835
Endettement, part à long terme	82 359	-	82 359
Impôts différés passifs	2 178	(109)	2 287
Provisions non courantes	30 948	-	30 948
Autres passifs financiers non courants	4 622	-	4 622
PASSIFS NON COURANTS	120 107	109	120 216
Provisions courantes	8 569	-	8 569
Endettement, part à court terme	21 194	-	21 194
Passifs financiers courants	12	-	12
Autres passifs financiers courants	2 849	-	2 849
Fournisseurs	51 190	-	51 190
Dettes fiscales et sociales	189 838	1 304	188 534
Autres passifs courants	13 704	-	13 704
Produits constatés d'avance	46 608	-	46 608
PASSIFS COURANTS	333 964	(1 304)	332 660
TOTAL PASSIF	665 070	(359)	664 711

État du résultat global consolidé

(en milliers d'euros)	30.06.14 publié	Impacts IFRIC 21	30.06.14 retraité
Chiffre d'affaires	386 751	-	386 751
Charges de personnel	(287 136)	-	(287 136)
Achats et charges externes	(69 452)	-	(69 452)
Impôts, taxes et versements assimilés	(6 266)	(617)	(6 883)
Dotations aux amortissements (hors actifs incorporels affectés)	(3 892)	-	(3 892)
Autres produits et charges opérationnels courants	73	-	73
MARGE OPERATIONNELLE	20 078	(617)	19 461
Marge opérationnelle en %	5,2%		5,0%
RESULTAT OPERATIONNEL	10 244	(617)	9 627
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(3 048)	-	(3 048)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	1 704	(617)	1 087
dont part du Groupe	1 704	(617)	1 087
dont part ne donnant pas le contrôle	-	-	-

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	30.06.14 publié	Impacts IFRIC 21	30.06.14 retraité
Résultat net de l'ensemble consolidé avant résultat des activités abandonnées	1 704	(617)	1 087
Dotations nettes aux amortissements et provisions et autres éléments du résultat sans impact en trésorerie	6 496	-	6 496
Gains et pertes liés aux variations de juste valeur	1 109	-	1 109
Plus ou moins-values nettes de cessions d'actifs	123	-	123
Profits et pertes de dilution	-	-	-
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	9 432	(617)	8 815
Coût de l'endettement financier net (retraité des variations de juste valeur)	2 309	-	2 309
Coût des sw ap	4	-	4
Charge d'impôt	4 800	-	4 800
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	16 545	(617)	15 928
Impôt versé	(5 424)	-	(5 424)
- Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité	(17 435)	617	(16 818)
I- FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	(6 314)	-	(6 314)
II- FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(20 493)	-	(20 493)
III- FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	29 358	-	29 358
+/- Incidence des variations de cours des devises	(2)	-	(2)
VARIATION DE TRESORERIE	2 549	-	2 549

Note 2. Périmètre de consolidation

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Ordirope

Le Groupe a acquis de 100% du capital et des droits de vote du groupe Ordirope, éditeur et intégrateur de solutions pour les industriels et les négociants de la grande distribution et des réseaux spécialisés.

Ordirope réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 10 millions d'euros, principalement en France et devrait dégager une profitabilité en ligne avec les autres activités logicielles de Gfi Informatique. L'effectif compte un peu plus de 100 personnes, dont près de 25% en R&D.

Ordirope et ses 4 filiales ont été intégrées à compter du 1^{er} juin 2015.

Autres acquisitions

La société Tahis Consulting a été intégrée à compter du 1^{er} juin 2015.

Les sociétés NVBS, Somafor et Somafor RCI, acquises fin 2014, ont été intégrées à compter du 1^{er} janvier 2015.

LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES

En dehors des acquisitions présentées ci-dessous, le périmètre du Groupe sur le 1^{er} semestre 2015 n'a pas été modifié.

Nom de la société	Siège social Adresse	Code postal et Ville	N°Siren	Méthode de consoli- dation	% de contrôle	% d'intérêt	Pays d'activité
Ordirope SAS	57, quai Claude Bernard	38200 Vienne	414 884 882	IG	100%	100%	France
Ordirope Diffusion SAS	2, quai du Commerce	69009 Lyon	351303 904	IG	100%	100%	France
Ordirope Méditerranée SAS	105, rue Pierre Berthier	13290 Aix-en-Provence	381649 151	IG	100%	100%	France
Isys Groupe SAS	10, rue de Chamechaude	38360 Sassenage	410 173 058	IG	100%	100%	France
Financière Ordirope SA (à directoire)	2, quai du commerce	69009 Lyon	422 826 131	IG	100%	100%	France
Tahis Consulting SAS	3, quai Kléber	67000 Strasbo urg	539 822 957	IG	100%	100%	France
GFI Informatique Telecom SASU	145, boulevard Victor Hugo	93400 Saint-Ouen	501707 293	IG	100%	100%	France
Somafor SARL	9, rue Benoit Malon	92150 Suresnes	389 150 137	IG	70%	70%	France
Somafor RCISA	6, Il Plateaux des Vallons	06 BP 1293 Abidjan	CI-Abj-1989-B- 33816	IG	70%	70%	Côte d'Ivoire
NVBS SARL	332, Bd Brahim Roudani, Maârif	20100 Casablanca	144 615	IG	100%	100%	Maroc

La liste exhaustive des sociétés consolidées est présentée dans les Etats Financiers Consolidés du Groupe au 31 décembre 2014.

IMPACTS DES VARIATIONS DE PERIMETRE

Les entrées de périmètre de la période ont contribué au chiffre d'affaires à hauteur de 1,7 million d'euros et à la marge opérationnelle à hauteur de 0,4 million d'euros.

Contribution des filiales acquises en 2015

Le tableau ci-dessous détaille l'affectation du coût actualisé des regroupements d'entreprises de la période :

(en milliers d'euros)	30.06.15
Ecart d'acquisition provisoires	6 493
Immobilisations incorporelles et corporelles et financières	1 000
Clients et rattachés	4 630
Indemnités de départ à la retraite	(1 226)
Imposition différée nette	379
Fournisseurs, Autres passifs et autres actifs	(5 815)
Endettement brut	(266)
Trésorerie nette	1 911
Coût actualisé du regroupement d'entreprise	7 105

Le flux net de trésorerie lié aux acquisitions de la période se décompose de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	30.06.15
Coût actualisé du regroupement d'entreprise hors minoritaires	6 845
- Dette sur acquisition de l'exercice	(1 278)
= Trésorerie versée	5 567
Trésorerie acquise	1 911
Flux net de trésorerie	(3 656)

L'impact des regroupements d'entreprise sur le résultat de la période n'est pas significatif, compte tenu des dates d'entrée dans le périmètre.

AUTRES PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS ET COURANTS

(en milliers d'euros)	30.06.15	Échéance des dettes			
		mi 2016	mi 2017	mi 2018	mi 2019
Autres passifs financiers non courants	4 082	-	1 441	2 641	-
Autres passifs financiers courants	5 141	5 141	-	-	-
Total	9 223	5 141	1 441	2 641	-

Les autres passifs financiers non courants et courants regroupent les dettes liées aux acquisitions de titres consolidés. Au 30 juin 2015, ces dettes sont composées principalement des compléments de prix déterminés sur la base de prévisions de performances des sociétés concernées.

ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU PERIMETRE

Les engagements hors bilan liés aux opérations de périmètre présentés au 31 décembre 2014 ont été complétés par les engagements liés aux regroupements d'entreprises suivants :

(en milliers d'euros)		plafond
échéance	Garanties de passif reçues dans le cadre des acquisitions suivantes :	
30/12/17 ⁽¹⁾	NVBS	177
16/12/17	Somafor	220
25/06/18	Tahis Consulting	40
30/11/16 ⁽¹⁾	Ordirope	820
		plafond porté à 2,8 M€ sur les propriétés intellectuelles jusqu'au 31/12/2018
<i>(1) Passif fiscal ou social : expiration de la période légale de prescription</i>		

Note 3. Chiffre d'affaires et clients

L'évolution de la répartition géographique du chiffre d'affaires s'établit comme suit :

(en milliers d'euros)	30.06.15	Intra- Groupe	France	International	Espagne	Portugal	Belux	Suisse	Maroc et Afrique
Chiffre d'affaires	436 979		373 803	63 176	39 791	7 363	10 858	1 491	3 673
	100%		86%	14%	9%	2%	2%	0%	1%
Clients et comptes rattachés	313 216	(2 527)	267 760	47 983	29 461	6 308	3 538	608	8 068

(en milliers d'euros)	30.06.14	Intra- Groupe	France	International	Espagne	Portugal	Belux	Suisse	Maroc
Chiffre d'affaires	386 751		330 561	56 190	32 462	7 431	12 648	1 008	2 641
	100%		85%	15%	8%	2%	3%	0%	1%
Clients et comptes rattachés	288 770	(1 716)	245 158	45 328	25 922	5 886	7 294	357	5 869

À périmètre constant, la croissance organique du chiffre d'affaires s'élève à +6,5%.

Note 4. Charges et avantages de personnel

EFFECTIFS

Effectif moyen	30.06.15	30.06.14
Cadres	9 506	8 672
Employés, techniciens, agents de maîtrise	1 677	1 530
Total	11 183	10 202

CHARGE DE PERSONNEL

(en milliers d'euros)	30.06.15	30.06.14
Rémunération du personnel	227 358	202 415
Charges sociales	94 674	84 374
Participation	81	347
Total	322 113	287 136

ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RETRAITE

Les indemnités légales et conventionnelles de départ à la retraite sont provisionnées pour chacun des salariés du Groupe présent en fonction de leur ancienneté théorique le jour de leur départ en retraite, conformément à la norme IAS 19 Révisée. L'évolution de l'engagement de retraite du Groupe se détaille de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	
Provision pour indemnités de départ en retraite au 31 décembre 2014	28 933
Entrées de périmètre	1 226
Coûts des services rendus au cours de la période	1 283
Coût financier	285
Effet de toute réduction ou liquidation	(256)
Variations des écarts actuariels	-
Provision pour indemnités de départ en retraite au 30 juin 2015	31 471

CICE

Le CICE est comptabilisé au niveau des charges de personnel et représente un produit net de 5,2 millions d'euros sur la période, contre 4,8 millions d'euros au titre du 1^{er} semestre 2014.

Note 5. Résultat opérationnel

MARGE OPERATIONNELLE SECTORIELLE

(en milliers d'euros)	30.06.15	France	Espagne	Portugal	Belux	Suisse	Maroc
Chiffre d'affaires	436 979	373 803	39 791	7 363	10 858	1 491	3 673
MARGE OPERATIONNELLE	20 762	18 468	1 787	274	68	-91	256
Marge opérationnelle en %	4,8%	4,9%	4,5%	3,7%	0,6%	-6,1%	7,0%

(en milliers d'euros)	30.06.14 retraité (1)	France	Espagne	Portugal	Belux	Suisse	Maroc
Chiffre d'affaires	386 751	330 561	32 462	7 431	12 648	1 008	2 641
MARGE OPERATIONNELLE	19 461	18 399	62	31	776	-71	264
Marge opérationnelle en %	5,0%	5,6%	0,2%	0,4%	6,1%	-7,0%	10,0%

(1) Situation retraitée de l'application de la norme IFRIC 21

RESTRUCTURATIONS

Les charges de restructuration comprises dans le résultat opérationnel concernent principalement la France et l'Espagne pour respectivement 4 427 milliers d'euros et 205 milliers d'euros.

AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

(en milliers d'euros)	30.06.15	30.06.14
Opérations de périmètre	(68)	(723)
Actions gratuites	(214)	(630)
Litige TVA, intérêts de retard	note 10 (13)	(89)
Déménagements	(66)	(811)
Avis de redressement fiscal	note 10 (1 562)	-
Autres	(439)	(839)
Total	(2 362)	(3 092)

Opérations de périmètre

Conformément à la norme IFRS 3 Révisée, les frais liés aux opérations de regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges.

Actions gratuites

Le Conseil d'administration du 1er mars 2013 a attribué des droits à actions gratuites au profit des salariés et dirigeants des sociétés du Groupe. Les actions ont été acquises aux bénéficiaires à l'issue d'une période d'acquisition minimale de deux ans et sous des conditions de performances du Groupe.

Le Conseil d'administration du 26 mars 2015 a arrêté la liste définitive des bénéficiaires et attribué à ces derniers globalement 814 630 actions Gfi Informatique :

- distribuées sous forme d'actions nouvelles pour 588 854 actions ;
- et sous forme d'actions existantes issues du programme de rachat pour 225 778 actions.

La charge de la période s'élève à 214 milliers d'euros.

Intérêts de retard

Les intérêts de retards portent sur les droits en principal du litige fiscal TVA décrit en Note 10 « Provisions courantes ».

Risque fiscal

Cf. Note 10 « Provisions et passifs éventuels », § Risques fiscaux et sociaux.

ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES

Les engagements hors bilan du Groupe présentés au 31 décembre 2014 n'ont pas varié significativement sur le 1^{er} semestre 2015.

Note 6. Financement

CONVERSION ET REMBOURSEMENT ANTICIPE DE L'OCEANE EN JUILLET 2015

L'emprunt obligataire convertible est constitué de l'OCEANE (obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes) d'un montant nominal de 50 millions d'euros, émise en date du 30 juin 2011 et décrite dans la note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers sous le n°11-252.

À tout moment les porteurs d'Obligations peuvent demander l'attribution d'actions de Gfi Informatique.

Les obligations à échéance initialement prévue le 1er janvier 2017 pouvaient faire l'objet d'un remboursement anticipé au gré de la Société, sous certaines conditions. Ces conditions ayant été remplies, le Groupe a annoncé, le 24 juin 2015, le remboursement anticipé de la totalité des OCEANE pour lesquelles le droit à l'attribution d'actions n'aurait pas été exercé.

Au 30 juin 2015, il restait 10 074 417 OCEANE en circulation (soit 99,94 % du nombre de titres initialement émis, le solde ayant précédemment été converti).

Les porteurs d'OCEANE ont ainsi eu faculté, jusqu'au 16 juillet 2015 inclus, d'exercer leur droit à l'attribution d'actions à raison de 1,082 action Gfi Informatique pour 1 obligation.

- Un total de 10 072 350 OCEANE a été présenté à la conversion. Gfi Informatique a ainsi procédé à l'émission de 10 898 283 actions nouvelles. A l'issue du processus de remboursement anticipé, le nombre total d'actions Gfi Informatique en circulation s'élève à 65 937 477.
- Les 2 067 OCEANE non présentées à la conversion ont été remboursées en numéraire le 27 juillet 2015. Le remboursement anticipé a été effectué au pair, soit 4,96 euros par OCEANE, majoré des intérêts courus depuis la dernière date de paiement des intérêts (soit un montant total de 5,10768 euros par OCEANE), pour un montant total de 10 milliers d'euros.

Valeur comptable de l'OCEANE au 30 juin 2015

Au 30 juin 2015, la composante dette s'élève 48,0 à millions d'euros et la composante capitaux propres s'élève à 1,3 million d'euros nette d'impôt.

Présentation de l'OCEANE au 30 juin 2015

Dans le contexte particulier d'une conversion de la quasi-totalité de cet instrument réalisée au mois de juillet 2015, le Groupe a jugé utile de présenter au 30 juin 2015 ce passif courant sur une ligne spécifique du bilan « Emprunt obligataire en attente de conversion ».

Par ailleurs, afin de compléter les informations fournies, un bilan retraité simplifié tenant compte de manière anticipée des impacts comptables de la conversion de l'OCEANE au mois de juillet est présenté ci-après.

Intérêts de la période

Ces obligations portaient initialement intérêt à un taux annuel de 5,25 %. A compter du 20 juin 2014, un accord avec BG Master Fund a ramené le taux d'intérêt annuel payé au titre des OCEANE de 5,25% à 3,00%.

Du fait de la conversion, au titre de la période³ aucun intérêt ne sera payé aux porteurs d'Obligations ayant opté pour la conversion

Dans ce contexte, la dette relative à la charge de la période, s'élevant à 0,7 million d'euros, sera dénouée en capitaux propres au second semestre 2015.

Bilan retraité au 30 juin 2015, intégrant les conséquences comptables de la conversion et du remboursement anticipé de l'OCEANE en juillet 2015

La conversion de l'OCEANE a principalement pour effet de :

- réduire le niveau de la dette nette du Groupe de 48 millions d'euros ;
- éteindre le passif au titre des intérêts courus non échus sur la période des obligations converties ;
- renforcer les capitaux propres de la différence ;
- réduire le gearing en conséquence, d'un taux de 43% à un taux de 16%.

(en milliers d'euros)	30.06.15	Impact conversion	30.06.15 <i>retraité</i>
CAPITAUX PROPRES	209 578	48 707	258 285
Dette nette	89 846	(48 707)	41 139
Gearing	43%		16%

Evolution de la participation de Boussard & Gavaudan

Dès le 24 juin 2015, Boussard & Gavaudan, qui détenait 10 066 935 OCEANE, a indiqué à la Société son intention d'exercer son droit à l'attribution d'actions pour l'ensemble des OCEANE qu'il détenait.

Dans la mesure où l'exercice de son droit à l'attribution d'actions amène Boussard & Gavaudan à franchir notamment le seuil de 30% du capital et des droits de vote, Boussard & Gavaudan et le concert ont obtenu de l'Autorité des marchés financiers une dérogation au dépôt obligatoire d'un projet d'offre publique.

Après la conversion, Boussard & Gavaudan détient 39% du capital de Gfi Informatique.

³ Conformément à l'article 4.2.5 de la note d'opération, en cas d'exercice du Droit à l'Attribution d'Actions

ENDETTEMENT, PART A LONG TERME

(en milliers d'euros)	30.06.15	31.12.14
Emprunts obligataires convertibles, part à long terme	-	47 318
Autres emprunts obligataires, part à long terme	24 740	24 711
Emprunt auprès des établissements de crédit, part à long terme	-	10 330
Dettes de crédit-bail, part à long terme	-	-
Total	24 740	82 359

ENDETTEMENT, PART A COURT TERME

(en milliers d'euros)	30.06.15	31.12.14
Emprunt auprès des établissements de crédit, part à court terme	21 661	10 734
Dettes de crédit-bail, part à court terme	12	-
Concours bancaires courants	6 358	6 831
Tirages sur créances affacturées	6 111	3 587
Intérêts courus non échus sur emprunts et dettes financières diverses	1 297	42
Total	35 439	21 194

ÉCHEANCES ET REFINANCEMENT

(en milliers d'euros)	30.06.15	échéances			
		mi-2016	mi-2017	mi-2018	mi-2019
Autres emprunts obligataires	24 740	-	-	-	24 740
Emprunt auprès des étb de crédit	21 661	21 661	-	-	-
Dettes de crédi-bail	12	12	-	-	-
Total	46 413	21 673	-	-	24 740

Lors du lancement de l'opération de remboursement anticipé de l'OCEANE, le Groupe a souscrit un financement temporaire de 72 millions d'euros (bridge de 6 mois) pour refinancer d'une part son crédit syndiqué dont le solde s'élevait à 22 millions d'euros et d'autre part, l'éventuel remboursement des OCEANE pour 50 millions d'euros.

Compte tenu de la conversion de la quasi-totalité des OCEANE, la société a renoncé le 27 juillet à l'utilisation des 50 millions d'euros dédiés au remboursement de l'OCEANE et négocie un nouveau financement permettant d'accroître significativement les ressources du Groupe, ceci afin de financer son plan d'expansion 2015-2018.

COVENANTS BANCAIRES

Le contrat d'emprunt bancaire du 2 juin 2015 contient des clauses conventionnelles dites de défaut, pour lesquelles les critères financiers sont appréciés lors de la clôture semestrielle. Le niveau des covenants requis au 30 juin 2015 est le suivant :

Covenants	Exigence	30.06.15
R1 : EBE retraité / Frais financiers nets cash.	R1 > à :	5,00
R2 : Dettes financières nettes / EBE retraité.	R2 < à :	2,50
R3 : Dettes financières nettes / capitaux propres.	R3 < à :	0,50

Les agrégats de calcul utilisés dans ces ratios sont définis de manière détaillée dans la Convention de Crédit. A noter que la notion d'EBE retraité correspond, de manière synthétique, à un Ebitda opérationnel complété des effets des restructurations et de la CVAE.

Les covenants sont respectés au 30 juin 2015.

RATIO D'ENDETTEMENT

(en milliers d'euros)	30.06.15 retraité (2)	30.06.15	30.06.14 retraité (1)
Endettement financier net	41 139	89 846	81 870
Capitaux propres	258 285	209 578	195 837
Ratio Endettement financier net / Capitaux propres	16%	43%	42%

(1) retraité de l'application de la norme IFRIC 21

(2) retraité des impacts de la conversion de l'OCEANE

PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

(en milliers d'euros)	30.06.15	30.06.14 retraité (1)
Plus-values sur cession de VMP et produits des VMP	35	47
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	35	47
Charges d'intérêt	(1 676)	(1 869)
Variation de juste valeur des emprunts et emprunts obligataires	(1 254)	(739)
Charges d'intérêt liées à l'affacturage	(379)	(487)
Coût de l'endettement financier	(3 309)	(3 095)
Total	(3 274)	(3 048)

(1) retraité de l'application de la norme IFRIC 21

(en milliers d'euros)	30.06.15	30.06.14 retraité (1)
Gains de change	97	21
Pertes de change	(85)	(15)
Effet des actualisations	(130)	(370)
Coût financier des engagements envers le personnel	(285)	(341)
Dépréciations nettes des reprises	201	-
Autres produits financiers (SWAP et autres)	70	16
Autres charges financières (SWAP et autres)	(31)	(3)
Total	(163)	(692)

(1) retraité de l'application de la norme IFRIC 21

ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU FINANCEMENT DE LA SOCIETE

Au cours de la période, le Groupe a sollicité et obtenu la levée du nantissement des titres Gfi Cognitis Group détenus par Gfi Informatique. Les autres engagements hors bilan liés au financement de la société n'ont pas évolué.

Note 7. Impôts sur les résultats

TRAITEMENT COMPTABLE DE LA CVAE

La CVAE, qui selon l'analyse du Groupe répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12 est comptabilisée en impôt sur le résultat, pour un montant de 4,8 millions d'euros au titre de la période.

INTEGRATION FISCALE

En France, le périmètre d'intégration fiscale de Gfi Informatique au 30 juin 2015 comprend 14 sociétés. Au titre de la période, l'option pour l'intégration fiscale a généré une économie d'impôt de 832 milliers d'euros pour le Groupe.

IMPOTS DIFFERES

Au 30 juin 2015, les sources d'impôts différés sont les suivantes en France et à l'international.

(en milliers d'euros)	31.12.14 publié	impacts IFRIC 21	31.12.14 retraité	Variations de périmètre	Autres et Ecart de conversion	Impact sur le résultat	30.06.15
Différences temporaires issues des déclarations fiscales							
Différences temporaires fiscales *	718	(451)	267	-	-	(324)	(57)
Autres différences temporaires fiscales	1 175	-	1 175	-	-	(240)	935
Différences temporaires liées aux retraitements en consolidation							
Reports déficitaires activés	8 027	-	8 027	-	-	(87)	7 940
Immobilisations générées en interne et fiscalité liée	(10 358)	-	(10 358)	(11)	-	(881)	(11 250)
Provision pour indemnités de départ à la retraite	9 656	-	9 656	391	-	473	10 520
Relations clientèle	(3 995)	-	(3 995)	(117)	-	287	(3 825)
Retraitement Emprunt	(810)	-	(810)	-	-	87	(723)
Autres différences	1 710	-	1 710	-	-	47	1 757
Impôts différés nets France	6 123	(451)	5 672	263	-	(638)	5 297
Différences temporaires fiscales	80	-	80	-	15	-	95
Reports déficitaires activés	120	-	120	-	-	-	120
Autres différences	(469)	-	(469)	-	-	12	(457)
Impôts différés nets International	(269)	-	(269)	-	15	12	(242)
Total impôts différés nets	5 854	(451)	5 403	263	15	(626)	5 055
dont Impôts différés actifs	8 032		7 690				7 712
Impôts différés passifs	(2 178)		(2 287)				(2 657)

* participation des salariés, participation à l'effort de construction ...

Note 8. Immobilisations incorporelles et corporelles

INFORMATION SECTORIELLE

(en milliers d'euros)	30.06.15	France	Espagne	Portugal	Belux	Suisse	Maroc
Ecart d'acquisition	226 495	190 360	23 549	5 137	5 116	1 324	1 009
Autres immobilisations incorporelles	45 208	44 148	776	157	110	0	17
Immobilisations corporelles	12 465	10 326	1 036	262	398	6	437

(en milliers d'euros)	31.12.14	France	Espagne	Portugal	Belux	Suisse	Maroc
Ecart d'acquisition	218 283	183 334	22 964	5 137	5 116	1 208	524
Autres immobilisations incorporelles	42 238	41 235	776	54	158	0	15
Immobilisations corporelles	9 310	7 302	1 018	284	403	6	297

ÉCARTS D'ACQUISITION

(en milliers d'euros)	Valeurs		Valeurs nettes
	brutes	Dépréciations	
31 décembre 2014	240 883	22 600	218 283
Impacts IFRIC 21		(17)	(17)
31 décembre 2014 retraité	240 866	22 600	218 266
Acquisitions	8 112	-	8 112
Cessions	-	-	-
Dépréciations de la période	-	-	-
Ecart de change	1 013	896	117
30 juin 2015	249 991	23 496	226 495

La variation des écarts d'acquisitions de la période est principalement liée aux acquisitions de la période. La juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables relatifs aux acquisitions de la période sera finalisée dans le délai d'affectation.

Unités génératrices de trésorerie

La définition des UGT est celle décrite dans les États Financiers Consolidés arrêtés au 31 décembre 2014.

Méthode d'évaluation appliquée aux activités poursuivies

La méthode d'évaluation retenue pour la détermination des valeurs d'usage est celle des flux de trésorerie futurs actualisés.

Sur les UGT présentant des indices de perte de valeur (UGT Suisse), un test d'évaluation a été réalisé au 30 juin 2015. Les prévisions d'activité sont basées sur les budgets d'exploitation révisés pour le second semestre 2015 avec des taux de croissance pour les années 2016 à 2019 compris entre +0% et +4%.

Le taux d'actualisation retenu s'élève à 10,0%. Le taux de croissance à l'infini est fixé à 2,0% pour l'Europe du Nord.

Compte tenu des hypothèses retenues en termes de rentabilité et de besoin en fonds de roulement d'exploitation, aucune dépréciation n'a été constatée au 30 juin 2015.

Tests de sensibilités et valeur des écarts d'acquisition par UGT

Dans le contexte de la clôture, l'appréciation de la variation raisonnablement possible des hypothèses clés par le Groupe correspond aux fourchettes de valeurs présentées dans les tests de sensibilités et rappelées ci-dessous :

- hausse de 0,5 point du taux d'actualisation ;
- diminution de 0,5 point du taux de croissance à l'infini ;
- diminution de 0,5 point du taux de marge sur l'ensemble des périodes de flux 2016 à 2019 ;
- diminution de 0,5 point du taux de croissance du chiffre d'affaires sur l'ensemble des périodes de flux 2016 à 2019 ;
- dégradation de 10% des hypothèses de BFR.

Les résultats des tests de sensibilités au 30 juin 2015 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Impacts sur la valeur nette des écarts d'acquisition figurant au bilan au 30.06.15 (en millions d'euros)	UGT Suisse	
	en %	en valeur
Sensibilité à une hypothèse		
Hausse de 0,5 point du taux d'actualisation	0%	0,0
Diminution de 0,5 point du taux de croissance à l'infini	0%	0,0
Diminution de 0,5 point de taux de marge	0%	-0,3
Diminution de 0,5 point de taux de croissance chiffre d'affaires	0%	-0,2
Dégradation de 10% des hypothèses de BFR	0%	0,0
Sensibilité à une combinaison de variations raisonnables d'hypothèses		
Hausse de 0,5 point du taux d'actualisation combinée à :		
- une baisse de 0,5 point du taux de croissance à l'infini	0%	-0,1
- une baisse de 0,5 point du taux de marge	0%	-0,4

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les logiciels acquis correspondent aux licences d'exploitation des logiciels et progiciels informatiques acquises. Les logiciels créés correspondent principalement aux frais afférents au projet de système intégré pour le Groupe (projet Theseus).

(en milliers d'euros)			30.06.15	31.12.14
	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Logiciels acquis	10 598	8 741	1 857	1 606
Logiciels créés	12 016	7 341	4 675	4 126
Frais de développement	53 417	25 478	27 939	25 254
Relations clientèle	24 054	13 317	10 737	11 252
Total	100 085	54 877	45 208	42 238

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes
31 décembre 2014	89 363	47 125	42 238
Immobilisations acquises	720	-	720
Immobilisations générées en interne	5 263	-	5 263
Immobilisations cédées ou mises au rebut	(31)	(17)	(14)
Amortissements de la période	-	4 289	(4 289)
Entrées de périmètre	4 519	3 478	1 041
Reclassement	248	-	248
Ecarts de change	3	2	1
30 juin 2015	100 085	54 877	45 208

Les entrées de périmètre sont relatives aux justes valeurs des actifs identifiés dans le cadre des acquisitions de la période. Les immobilisations générées en interne représentent les frais de développement activés dans le cadre de l'activité « Edition de progiciels » du Groupe.

L'évolution des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes
31 décembre 2014	38 525	29 215	9 310
Immobilisations acquises	4 873	-	4 873
Immobilisations générées en interne	-	-	-
Immobilisations cédées ou mises au rebut	(334)	(50)	(284)
Amortissements de la période	-	1 359	(1 359)
Entrées de périmètre	985	816	169
Reclassement	(248)	-	(248)
Ecarts de change	14	10	4
30 juin 2015	43 815	31 350	12 465

Note 9. Capitaux propres

L'état des variations des capitaux propres est présenté dans la première partie des états financiers consolidés.

ÉVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital, composé au 31 décembre 2014 de 54 450 342 actions de 2 euros de valeur nominale, a été augmenté :

- par la création de 588 852 actions nouvelles attribuées gratuitement aux bénéficiaires du Plan d'actions gratuites 2013 ;
- par la création de 42 789 actions nouvelles au titre des conversions de Bsaar exercées en juin.

Au 30 juin 2015, il est ainsi composé de 55 081 983 actions de 2 euros de valeur nominale et s'élève ainsi à 110 164 milliers d'euros.

Au cours du mois de juillet 2015, du fait de la Conversion de l'Océane, une nouvelle augmentation de capital est réalisée. Elle est décrite en Note 6 « Financement ».

NOMBRE MOYEN D'ACTION ET RESULTAT PAR ACTION

Nombre moyen d'actions	30.06.15	30.06.14
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	54 766 163	54 450 342
Nombre moyen pondéré d'actions autodétenus	(201 928)	(623 869)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	54 564 235	53 826 473
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles dilutives	11 162 896	1 103 941
Nombre moyen pondéré d'actions dilué	65 727 130	54 930 414

RESULTAT PAR ACTION

Résultat par action	30.06.15	30.06.14 retraité (1)
Résultat, part du Groupe	(en milliers d'euros) 2 905	1 087
Résultat de base par action	(en euros) 0,05	0,02
Résultat dilué par action	(en euros) 0,05	0,02

(1) Situation retraitée de l'application de la norme IFRIC 21

OPERATION SUR LES TITRES AUTO-DETENUS

La rubrique « Titres de l'entreprise consolidante » représentait 282 883 titres au 31 décembre 2014, valorisés à 1 530 milliers d'euros.

Au cours de l'exercice :

- l'acquisition de 384 587 titres au prix moyen de 6,06 euros par titre ;
 - la cession de 229 789 titres au prix moyen de 5,60 euros ;
 - l'attribution de 225 778 titres aux bénéficiaires des plans d'actions gratuites mis en place en 2013 et ;
 - l'attribution de 90 930 titres en contrepartie de l'exercice de 90 930 bsaar ;
- ont porté ce nombre de titres à 120 973 au 30 juin 2015.

Ces titres, valorisés à 734 milliers d'euros, représentent 0,2% du nombre total d'actions en circulation au 30 juin 2015.

DIVIDENDES

Le dividende voté par l'Assemblée Générale du 12 juin 2015 au titre de l'exercice 2014 s'élève à 0,10 centime d'euro par action, il a donné lieu à un versement début juillet 2015 d'un montant de 5 433 milliers d'euros.

Au 30 juin 2015, la dette envers les actionnaires d'un montant équivalent est comptabilisée au bilan dans le poste « Autres passifs courants ».

INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

Boussard et Gavaudan, qui détenait 10 066 935 océane au 30 juin 2015, a annoncé dès le 24 juin 2015 son intention d'exercer son droit à l'attribution d'actions pour l'ensemble des océanes détenues.

L'exercice de ce droit a été confirmé le 16 juillet 2015 et la conversion par création d'actions nouvelles a été réalisée le 27 juillet 2015.

A la suite de la Conversion de l'Océane, Boussard et Gavaudan ne détiendra plus d'Océane.

Note 10. Provisions et passifs éventuels

PROVISIONS NON COURANTES

(en milliers d'euros)	31.12.14	Périmètre	Augmen- tations	Diminutions	Variations des écarts actuariels	Reclas- sement	30.06.15
Indemnités de départ à la retraite	28 933	1 226	1 568	(256)	-	-	31 471
Litige fiscal TVA	2 015	-	-	-	-	(1 248)	767
Total	30 948	1 226	1 568	(256)	-	(1 248)	32 238

Litige fiscal TVA

Les échéances du litige fiscal inférieures à un an ont été reclassées, sur la période, en Provisions Courantes.

PROVISIONS COURANTES

(en milliers d'euros)	31.12.14	Périmètre	Augmen- tations	Diminutions	Reclas- sement	30.06.15
Litige fiscal TVA	2 467	-	13	(1 867) *	1 248	1 861
Prud'hommes et restuc- -turations engagées	1 930	-	401	(270)	(2)	2 059
Litiges divers	595	-	-	-	(7)	588
Risques fiscaux et sociaux	2 739	-	1 562	-	(2)	4 299
Autres	838	32	-	(791)	9	88
Total	8 569	32	1 976	(2 928)	1 246	8 895

* reprise compensée par la dépréciation de la créance constatée lors du paiement

Les augmentations et diminutions se ventilent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Dotations			Total dotations	Reprises			Total reprises	dont reprises sans utilisation
	Opéra- -tionnelle courante	Opéra- -tionnelle non courante	Financière		Opéra- -tionnelle courante	Opéra- -tionnelle non courante	Financière		
Litige fiscal TVA	-	13	-	13	-	(1 867) *	-	(1 867)	-
Prud'hommes et restuc- -turations engagées	-	401	-	401	-	(270)	-	(270)	42
Litiges divers	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Risques fiscaux, sociaux	-	1 562	-	1 562	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	(640)	-	(151)	(791)	151
Total	-	1 976	-	1 976	(640)	(2 137)	(151)	(2 928)	193

* reprise compensée par la dépréciation de la créance constatée lors du paiement

Litige fiscal TVA

La provision pour litige TVA correspond à la notification des redressements portant sur les années 2004, 2005 et 2006. Le vérificateur a remis en cause l'exonération de TVA sur certaines livraisons intracommunautaires. Les redressements notifiés en 2007 et 2008 portent sur une somme globale de 8,5 millions d'euros, à laquelle il convient d'ajouter les intérêts de retard pour 1,3 million d'euros, ainsi que les majorations de 40 % pour manquements délibérés soit 3,4 millions d'euros, soit un total, intérêts et majorations compris de 13,2 millions d'euros. Gfi Informatique a contesté vigoureusement les propositions de rectification. L'administration a émis un avis de mise en recouvrement en février 2010, rendant nécessaire le provisionnement des redressements (hors pénalités), soit un montant de 9 752 milliers d'euros qui a été comptabilisé dans les comptes de l'exercice 2009.

Les intérêts de retard à compter de cette date de mise en recouvrement ont été provisionnés. Ils s'élèvent à 13 milliers d'euros au titre la période et 1 563 milliers d'euros au titre des exercices précédents.

Gfi Informatique considère que ces redressements ne sont pas justifiés, ni en droit, ni en fait et a engagé la défense de sa position devant les juridictions compétentes. Gfi Informatique relevant de nombreuses contradictions dans le jugement et l'absence de réponse, notamment à une demande de question préjudicielle à poser devant la CJUE, a déposé un recours devant la Cour d'Appel de Versailles le 6 février 2013. Maintenant son analyse, Gfi Informatique a décidé de ne pas provisionner la pénalité pour manquement délibéré.

Des versements sont intervenus :

- pour un montant total de 4 834 milliers d'euros au titre de 2013 ;
- pour un montant de 2 000 milliers d'euros au titre de 2014 ;
- pour un montant de 1 867 milliers d'euros au titre de la période ;

entraînant des reprises de provision pour risque des mêmes montants sur ces exercices respectifs.

Par ailleurs, la Société a procédé à l'enregistrement d'une créance sur l'État du montant des versements effectués, au fur et à mesure de leur réalisation, du fait qu'elle considère que sa position est justifiée. Toutefois, en application du principe de prudence, cette créance a été simultanément dépréciée en totalité. En conséquence, à l'exception des intérêts courus sur la période, les autres éléments sont sans impact sur le résultat net de l'exercice.

Flux de trésorerie de la période et flux à venir

Le versement de la période, pour 1 867 milliers d'euros, est présenté sur la ligne « Variation du besoin en fonds de roulement » dans le tableau des flux de trésorerie. Au cours du 1^{er} semestre 2014, aucun versement n'avait été effectué dans le cadre de ce litige.

Le solde des flux de trésorerie à venir, compte tenu des échelonnements accordés, présente l'échéancier suivant :

(en milliers d'euros)	30.06.2015	échéances				
		2e semestre 2015	1er semestre 2016	2e semestre 2016	1er semestre 2017	2e semestre 2017
Intérêts de retard	2 627	600	1 260	767		
Total provisionné	2 627	600	1 260	767	-	-
Pénalités pour manquement délibéré	3 400	-	-	493	1 350	1 557
Flux de trésorerie	6 027	600	1 260	1 260	1 350	1 557

Le montant provisionné au passif de 2 627 milliers d'euros fin juin 2015 est présenté selon ces échéances :

- dans le poste « Provisions courantes » pour 1 861 milliers d'euros et ;
- dans le poste « Provisions non courantes » pour 767 milliers d'euros.

Risques Fiscaux et sociaux

Le contrôle fiscal sur les exercices 2011 et 2012 de la société Cognitis France, en cours depuis 2013, a donné lieu à une notification reçue en juillet 2015. Le Groupe a provisionné la totalité de ce risque. La charge de la période s'élève à 1 562 milliers d'euros.

Note 11. Événements postérieurs à la clôture

Le remboursement anticipé de l'Océane est décrit en Note 6 Financement.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société GFI Informatique, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Paris-La Défense, le 31 juillet 2015

Les Commissaires aux Comptes

GRANT THORNTON
Membre français de Grant Thornton International
Vincent Papazian

ERNST & YOUNG et Autres
Pierre Jouanne

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

Monsieur Vincent ROUAIX

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 2 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Fait à Saint-Ouen, le 31 juillet 2015

Monsieur Vincent ROUAIX
Président Directeur Général



Gfi Informatique – La Porte du Parc – 145, boulevard Victor-Hugo – 93400 Saint-Ouen

www.gfi.fr